

Faut-il s'inquiéter du monde (de Trump) à venir ?



(<http://arretsurinfo.ch/wp-content/uploads/2017/01/trump.jpg>)

Donald Trump donnant sa première conférence de presse en tant que président-élu, le 11 janvier 2017 (photo : AFP).

L'administration Trump et l'enjeu de la restauration d'une politique étrangère bipartisane

Chady Hage-Ali | 13 janvier 2017 (<https://stratpolitix.com/2017/01/13/ladministration-trump-et-lenjeu-de-la-restauration-dune-politique-etrangere-bipartisane/>) | Stratpolitix (<https://stratpolitix.com/author/stratpolitix/>)

Depuis l'accession de Donald Trump à la présidence des États-Unis, une vigoureuse levée de plumes, des plus modérément alarmistes aux plus catastrophistes, s'est manifestée dans la presse internationale. Même chez les moins acerbes d'entre elles, le ton n'est pas à l'optimisme

et à l'assurance lorsqu'il s'agit d'imaginer les prochains actes que posera l'administration Trump dans le domaine de la politique étrangère. Déjà nostalgiques du président sortant Barack Obama, les médias américains *mainstream*, les intellectuels, le gratin hollywoodien (<http://www.amny.com/news/elections/celebrities-against-donald-trump-1.11550611>) et leurs collègues de la gauche libérale européenne brossent de son successeur le portrait d'un populiste fruste, irrationnel, impulsif et imprévisible, apparaissant, par contraste, encore plus répulsif. Les qualificatifs d'imprévisible et de dangereux dont est fréquemment affublé Donald Trump sont généralement tenus pour synonymes sous le point de vue des relations internationales et de la stabilité mondiale. Dans l'absolu, la politique étrangère de n'importe quel président-élu avant sa prise de fonction est un objet qui déjoue les prévisions. Par exemple, en élisant le candidat George W. Bush qui tenait un discours non-interventionniste durant la campagne, l'électorat américain s'imaginait-il un instant que son pays entrerait dans plus d'une décennie de guerres interminables, inutiles et coûteuses?

Il n'est pas rare de trouver dans la presse internationale des billets dont les auteurs ne lésinent pas sur les simplifications qui les confortent dans leur *a priori* très négatif sur Donald Trump, au risque de frôler parfois la caricature manichéenne. Dans un récent éditorial du magazine « Jeune Afrique » (<http://www.jeuneafrique.com/mag/390693/politique/trump-poutine-franc-cfa/>), B. Obama est présenté comme le « défenseur d'une conception du droit international guidée par la morale et la rationalité » tandis que le nom de Donald Trump est accolé à des mots et expressions tels que « dictature de l'émotion », « instantanéité », « conspirationnisme », « populisme », « imprévisibilité » (bis), « absence de recul », « ultraconservatisme » (cette dernière désignation étant certainement la plus discutable de toutes). Si les déclarations sulfureuses et/ou inélégantes faites en campagne et sur *Twitter* de Donald Trump incitent, à juste titre, au scepticisme et à la vigilance, il convient de se garder des conjectures et des extrapolations hâtives concernant un homme qui, somme toute, n'a encore aucune réalisation ou échec politique à son actif. Il convient également de souligner que les guerres de Barack Obama, titulaire du prix Nobel de la paix, n'ont pas toutes été plus « morales » ni moins meurtrières pour les civils que celles de son prédécesseur, mais ont surtout été plus discrètes (ou moins visibles) et plus nombreuses, impliquant directement l'Amérique dans au moins huit théâtres (parmi plus de 160 pays où les forces américaines sont présentes) et jetant – ou du moins affinant – les bases de la « guerre permanente » (*permanent war*) multinationale à grande échelle et à l'empreinte plus légère (*light footprint operations*). Ce choix a conduit, depuis 2009, à une diminution importante de l'effectif des soldats américains présents en Irak et en Afghanistan, passant de 180 000 à 15 000 hommes (<http://www.breitbart.com/national-security/2017/01/10/u-s-deploy-300-u-s-marines-afghanistan-obama-touts-troop-withdrawal-end-combat/>), et partant, à une importante réduction du nombre de morts parmi les troupes US. Mais les conséquences sécuritaires, politiques et sociales ont été et sont encore désastreuses pour les peuples orientaux et africains concernés. Ces opérations militaires sont officiellement menées sous la bannière du « contre-terrorisme ». Le rôle prépondérant des forces spéciales (<https://www.instapaper.com/read/842523880>), du renseignement américain et l'usage intensif des drones d'attaque dans celles-ci sont largement traités par les spécialistes des questions de sécurité et de défense depuis cinq ans.

Conséquence directe de l'intensification des raids aériens et des « éliminations ciblées », le nombre de projectiles tirés en Afghanistan a connu une hausse de 40% (soit 1337 unités) en 2016, sur décision de Barak Obama, selon un article du *Wall Street Journal* (<http://www.wsj.com/articles/u-s-ramps-up-airstrikes-in-afghanistan-1483893005>). Des centaines de civils sont tués et blessés lors de ces attaques, incluant des enfants (voir les données fournies par le Bureau of Investigative Journalism (<https://www.thebureauinvestigates.com/2016/01/07/get-the-data-a-list-of-us-air-and-drone-strikes-afghanistan-2016/>)). Cette nouvelle manière de faire la guerre est assurément un héritage pérenne de l'ère

Obama, laquelle, aussi fermement attachée à l'ordre libéral et démocratique soit-elle sur le papier, demeure bel et bien l'une des moins pacificatrices qu'ont connues l'Amérique et le monde depuis 70 ans. Sur le plan diplomatique, les choix de l'administration Obama ont consacré le retour de la logique de *containment* (endiguement) qui a dégradé les relations russo-américaines à un niveau rarement atteint et a exhalé un parfum suranné de guerre froide. À force de s'entendre dire (et de lire) que le monde que prépare Donald Trump est incertain et dangereux, il semble que les commentateurs et le grand public occultent le fait que le monde que laisse derrière lui Barack Obama est déjà bien incertain et dangereux.

Dans ce contexte hautement disruptif et inflammable, le leadership global américain est plus contesté qu'il ne l'a jamais été. L'état et l'avenir du consensus bipartisan (*bipartisan consensus*) qui porte sur les principes sous-tendant la politique étrangère américaine et l'ordre international soulèvent des inquiétudes chez les élus et les think tanks américains internationalistes. Cette notion de consensus bipartisan est au cœur de notre analyse et son exploration nous donne l'occasion de lever quelques idées reçues, et par là même de relativiser certaines affirmations qui anticipent négativement une politique étrangère désormais à la charnière de deux époques, de deux mondes.

L'urgence du consensus bipartisan : craintes et exhortations des interventionnistes des deux bords

Le consensus bipartisan en politique étrangère a, depuis plusieurs décennies, présidé à l'adoption de mesures destinées à prolonger le « siècle américain » débuté au lendemain la Seconde Guerre mondiale. Face à un Congrès majoritairement républicain qui lui était hostile et dont il redoutait le pouvoir de blocage, Barack Obama est devenu rapidement l'otage en quelque sorte de ce consensus et a fini par marcher sur les pas de George W. Bush (http://www.lemonde.fr/idees/article/2014/09/30/barack-obama-va-t-en-guerre-et-en-irak_4496642_3232.html). Le consensus a continué d'être malmené durant la dernière campagne présidentielle, mettant au jour des divisions intestines et la polarisation dramatique et stérile de l'espace politique qui ont contribué à accentuer la perte de confiance de l'opinion publique américaine envers ses élites. Ceci explique le formidable (et décisif) succès des idées antisystème respectivement portées à gauche et à droite durant les primaires par Bernie Sanders et Donald Trump. Nous pouvons, avant d'aller plus loin, reprendre à notre compte la définition du « consensus bipartisan » que donne la spécialiste de politique étrangère américaine Ellen C. Collier (née en 1927) dans son ouvrage *Bipartisanship and the Making of Foreign Policy : A Historical Survey*, publié en 1991 et réédité en 2011 :

« On peut dire qu'un consensus bipartisan existe lorsque le président et la majorité des deux partis au Congrès, ou le Sénat dans le seul cas des traités, s'entendent sur une politique donnée. Il existait donc un tel consensus sur des politiques telles que l'endiguement initié par l'aide à la Grèce et à la Turquie en 1947, le Plan Marshall de 1948 et la loi sur les relations avec Taïwan en 1979. Un consensus bipartisan ne signifie pas nécessairement l'unanimité. Des politiques peuvent être soutenues par un consensus bipartisan et recevoir encore un nombre substantiel de votes d'opposition, comme dans le cas de l'aide à la Grèce et à la Turquie en 1947 » (version originale en anglais : « *A bipartisan consensus may be said to exist when the President and the majority of both parties in Congress, or the Senate alone in the case of treaties, agree on a given policy. Thus a Bipartisan consensus existed on such policies as containment initiated by aid to Greece and Turkey in 1947, the Marshall Plan in 1948, and the Taiwan Relations Act in 1979. A bipartisan consensus does not necessarily mean unanimity. Policies may be supported by a bipartisan consensus and still have a substantial number of votes in opposition, as in the case of aid to Greece and Turkey in 1947* »).

Aujourd'hui conscients des adversités auxquelles est exposé le leadership américain dans le monde, des élus et des personnalités des deux camps tirent la sonnette d'alarme et insistent sur la nécessité d'une approche bipartite des grands enjeux de sécurité intérieure et de

stabilité mondiale. Dans une tribune (<http://www.politico.com/magazine/story/2017/01/yes-a-bipartisan-foreign-policy-is-possible-even-now-214617>) qu'elle a cosignée avec Stephen Hadley, ex conseiller à la sécurité nationale de George W. Bush, et Nancy Lindborg, présidente de l'*United States Institute of Peace*, l'ex-secrétaire d'État Madeline Albright considère que les divisions internes et les défis extérieurs actuels ne sont pas pires que ceux qui se posaient en Amérique au sortir de la Seconde Guerre mondiale. La nation américaine était alors pourtant parvenue à les surmonter en acceptant de jouer un rôle crucial dans la reconstruction de l'Europe.

Défenseuse patentée du principe de la « nation indispensable », Madeleine Albright estime que, face aux dangers croissants qui menacent le monde, une politique étrangère bipartisane est « encore possible et plus urgente que jamais » à condition que les uns et les autres soient capables de mettre côté la politique partisane et décident de ne pas la laisser influencer négativement sur les affaires étrangères. Le repli sur soi n'est clairement pas une option viable à ses yeux en dépit de la méfiance des Américains qu'elle juge, du reste, compréhensible vis-à-vis des engagements de leur pays à l'extérieur. Un état d'esprit comparable avec la logique isolationniste qui dominait en 1947. Elle souligne, en outre, que si toutes les politiques bipartisanes depuis 70 ans n'ont pas été des succès, les seules ayant échoué ont précisément été celles qui ont manqué d'une approche traversant les administrations et soutenue par les deux parties. Elle prend comme exemples d'échec la stabilisation de l'Irak, la prévention de l'armement nucléaire de la Corée du Nord et l'arrêt des atrocités en Syrie.

À l'instar des époux Clinton et au contraire de Donald Trump et de son « haut conseiller et chef de la stratégie » Stephen Bannon, nationaliste et contempteur virulent de l'élite mondialiste américaine et européenne, Madeleine Albright est une démocrate interventionniste internationaliste qui fait partie des inlassables promoteurs du *nation building*, processus destiné aux États fragiles d'Afrique et du Moyen-Orient, induisant, entre autres, le renforcement de leurs institutions démocratiques, l'aide au développement et le renforcement des investissements dans les secteurs publics et privés. Dans cet ordre d'idées, elle affirme que si l'Amérique se détourne des enjeux globaux, ceux-ci finiront par s'inviter à l'intérieur de l'Amérique.

Donald Trump entend renoncer à l'un des volets essentiels de la politique étrangère américaine, inhérent à la diffusion des valeurs dans le monde, ce qui inquiète les *liberal interventionists* tels que Madeleine Albright et Hillary Clinton mais aussi d'autres républicains néoconservateurs tels que Robert Kagan, Max Boot et Eliot Cohen (<http://www.theamericanconservative.com/articles/hillary-neoconservatives/>) qui étaient d'ailleurs prêts à voter pour cette dernière pour faire barrage au non-interventionniste Donald Trump, car tous estiment que ces valeurs libérales démocratiques sont en grande partie corrélées à la préservation des intérêts américains à l'extérieur.

Le sénateur Lindsey Graham, qui fait par ailleurs partie des républicains les plus sceptiques et inquiets vis-à-vis des orientations de Donald Trump en politique étrangère, rappelle à sa façon la nécessité de ne pas laisser les logiques partisanes avoir raison de l'intérêt national. Il s'émeut de la réaction de certains de ses copartisans qui célèbrent les actes de piratage informatiques (<http://www.breitbart.com/video/2017/01/08/graham-calls-republicans-celebrating-russian-interference-a-political-hack-youre-not-a-patriot/>), imputés par la CIA au gouvernement russe et qui auraient contribué à la défaite d'Hillary Clinton. Il affirme que ceux qui se réjouissent de cette ingérence étrangère commettent une grave erreur et ne sont pas des patriotes, rappelant au passage que, lorsque *Wikileaks* rendit publiques des informations embarrassantes pour l'administration G.W. Bush et susceptibles de mettre en danger les troupes américaines stationnées en Irak, la plupart des démocrates condamnèrent cet acte hostile aux intérêts nationaux américains. Plus généralement, la tendance consistant à relativiser l'influence négative de la Russie ou à l'exonérer de toute responsabilité dans cette affaire déplaît fortement aux conservateurs et libéraux interventionnistes antirusse

du GOP et du parti démocrate.

La condamnation de ce que Lindsey Graham perçoit comme un manque patent de patriotisme supra-partisan rejoint à quelque chose près le plaidoyer de Madeleine Albright pour le retour au consensus sur les questions internationales. Dans l'un comme dans l'autre cas, l'on ne retrouve cependant pas de volonté proclamée de remettre la relation russo-américaine sur de bons rails mais plutôt, au contraire, un appel conjoint plus ou moins explicite au maintien des constantes de la politique étrangère US, parmi lesquelles la défiance naturelle vis-à-vis de Moscou, acteur que nombre de législateurs américains ont intériorisé comme un adversaire fourbe et qui ne peut en aucun cas être considéré comme amical. Le consensus souhaité n'intègre pas à ce jour les prémisses nécessaires à l'élaboration d'une plateforme politique commune innovante, ni de propositions originales tenant compte des changements constatés dans le monde, mais se conçoit plutôt comme une entente de principe en vue du maintien impératif du *statu quo* international depuis 70 ans.

Lindsey Graham est ulcéré par la perspective d'un changement de paradigme et est prêt à tout pour conserver ce *statu quo*, à telle enseigne qu'il utilise le prétexte de l'ingérence russe présumée pour voter de nouvelles sanctions bipartisans ciblant les secteurs financiers et énergétiques de la Russie. Le camp pro-Trump, quant à lui, est de plus en plus sur la défensive face aux assauts répétés de la communauté du renseignement, des médias et des républicains antirusse qui entendent forcer le président-élu à se raviser et n'hésitent pas, pour ce faire, à questionner publiquement son patriotisme. Cette épreuve de force qui suscite l'irritation et la crispation des pro-Trump risque de raidir leurs positions et de les inciter à s'éloigner par moments des principes et des pratiques, qui paraissent certes désuets mais qui, selon leurs adversaires républicains traditionnels, déterminent depuis toujours la crédibilité américaine à l'extérieur.

Symptomatique des luttes en cours, la polarisation du Congrès ne se fait pas seulement entre républicains et démocrates mais entre, d'une part, républicains et démocrates soutenant un consensus bipartisan en politique étrangère synonyme d'orthodoxie interventionniste garantissant la préservation et le renforcement perpétuel des institutions internationales libérales héritées de la Seconde Guerre mondiale, et d'autre part, une frange de républicains et de démocrates qui sont, sinon en quête d'une nouvelle voie du moins prêts à reconsidérer certains aspects de la politique étrangère de façon plus pragmatique sans renier pour autant sa continuité. Dans l'ensemble, les pro-Trump et « pro-Russes » jugent qu'une guerre des nerfs et une détérioration continue des relations diplomatiques avec Moscou relèvent d'une posture d'arrière-garde et improductive à l'heure où l'affirmation sur la scène internationale de la Russie ne peut plus être ignorée, et où les défis prioritaires de l'Amérique sont, notamment aux yeux des conseillers à la stratégie et à la sécurité nationale Stephen Bannon et Mike Flynn, l'islamisme, l'expansion militaire et économique de la Chine et la menace que fait peser l'Iran et ses satellites sur Israël et les alliés arabes de Washington dans la péninsule arabique.

L'administration Trump et le Congrès : des luttes d'influence interne et externe dont l'issue déterminera le processus décisionnel et le consensus bipartisan

Si le vœu d'une restauration du consensus pour une politique étrangère plus cohérente et efficace, considéré en tant que tel, est de bon aloi, cependant la fréquence des révélations présentées comme compromettantes sur les liens entre Donald Trump et les Russes n'est pas de nature à créer dans l'immédiat les conditions propices à l'unité des républicains, au rapprochement bipartisan et à un dialogue détendu et constructif entre les courants transpartisans. L'opiniâtreté de Donald Trump le pousse à balayer systématiquement d'un revers de main toute accusation de collision avec Moscou et à résister à ceux qui veulent le voir rentrer docilement dans le rang en renonçant à un possible

réchauffement des relations avec la Russie de Vladimir Poutine.

Cet haro sur Trump tend à prendre une ampleur politique et médiatique telle que le républicain Newt Gingrich redoute que le président et son administration finissent par céder (<http://thehill.com/homenews/sunday-talk-shows/312351-gingrich-says-he-fears-trump-admin-will-lose-its-nerve>) et par devoir prendre à contrecœur des décisions que « Trump tout comme la gauche détestent ». C'est une opinion que semble partager le chef de la majorité républicaine au sénat Mitch McConnell, à tout le moins en ce qui concerne le souhait de Trump de coopérer avec la Russie sur certains dossiers sécuritaires clés. Le sénateur McConnell se montre pessimiste sur ses chances (<http://www.breitbart.com/video/2017/01/08/mccain-obviously-russia-wanted-election-outcome-to-be-what-it-was-2/>) et, tout en rappelant que ce souhait n'est pas inhabituel pour un nouveau président puisqu'il fut notamment nourri par George W. Bush, déclare : « les espoirs du président-élu Trump de s'entendre avec la Russie seront rapidement défaits » (« *President-elect Donald Trump's hopes to get along with Russia will be dashed pretty quickly* »). Approuvant les conclusions du rapport de la communauté du renseignement sur l'ingérence russe dans les élections, Mitch McConnell affirme que « les Russes ont été naïfs de penser qu'ils pourraient tirer avantage de l'élection de Trump ».

Suspecté d'être l'ami intime de Poutine (comme Barack Obama naguère d'être un crypto-musulman), ce qui en ferait potentiellement le « cheval de Troie » des Russes à Washington, Donald Trump est également vu comme n'ayant aucun respect pour les institutions internationales (<http://www.breitbart.com/video/2017/01/07/brooks-trump-doesnt-believe-in-us-policy-based-on-post-wwii-institutions-that-believed-in-democratic-global-world/>) créées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale (l'ONU, les institutions de Bretton Woods et l'OTAN) garantes d'un ordre libéral démocratique. L'anti-mondialisme qu'on lui impute va naturellement à l'encontre d'une longue tradition internationaliste et interventionniste bipartisane, et va de pair avec l'accusation de connivence avec Moscou lui-même hostile à ces institutions qui assurent l'hégémonie globale atlantiste.

Si, dans les mois à venir, Donald Trump confirmait son mépris pour l'architecture du système international actuel, ne fût-ce que par un très faible activisme diplomatique et la quasi-absence d'initiatives marquantes contre laquelle le Congrès et les *checks and balances* (contre-pouvoirs) ne pourraient quasiment rien, ce serait déjà de sa part un signal redonnant force à tous les partis d'opposition européens souverainistes, nationalistes et identitaires qui gagnent du terrain et veulent substituer le protectionnisme au mondialisme, sortir de l'Europe, protéger leurs frontières, lutter contre la pénétration culturelle de l'islam en Occident et réviser en profondeur les termes de leurs accords commerciaux et stratégiques avec l'Amérique qu'ils jugent léonins ou attentatoires à leur souveraineté.

Les désaccords idéologiques et politiques entre les deux grands partis américains et les deux courants transpartisans (orthodoxe interventionniste d'un côté, hétérodoxe sans être isolationniste de l'autre) sont moins nombreux et insurmontables que ce que le tapage médiatique actuel pourrait laisser croire, ou, à tout le moins sont-ils insuffisants pour faire dévier la politique étrangère américaine de sa ligne orthodoxe et ainsi remettre en cause l'ordre international actuel. Les deux principaux débats polarisants dans l'immédiat sont les relations commerciales avec la Chine et le cyber-piratage russe. Le premier ne va, dans tous les cas, pas entraver l'entente bipartisane autour de la mise en œuvre du projet du « pivot » stratégique vers l'Asie, initié par Barack Obama et auquel Donald Trump pourrait donner forme (https://www.washingtonpost.com/opinions/global-opinions/trump-could-make-obamas-pivot-to-asia-a-reality/2017/01/08/a2f8313a-d441-11e6-945a-76f69a399dd5_story.html?postshare=6371484045212456&tid=ss_tw&utm_term=.69833e7ca3a4) dans une approche « faucon » consistant à renforcer les alliances militaro-stratégiques avec les pays de l'ASEAN et la présence navale américaine en mer de

Chine méridionale, à resserrer les liens de Washington avec Taïwan, remettant ainsi en question « le principe d'une seule Chine » qui, depuis le siècle dernier, conditionne les relations sino-américaines. Quant à la seconde dissonance interne, celle-ci pourrait s'estomper après que les démocrates auront digéré leur échec électoral et, surtout, que les rêves d'entente avec Vladimir Poutine se seront dissipés. Donald Trump réalisera alors qu'il ne sera pas en mesure de lutter constamment avec le Congrès prêt à tout moment à voter de nouvelles sanctions contre Moscou pour miner toute tentative de rapprochement.

De la composition de l'administration Trump se dégage une détonante mixité idéologique. Cependant, il est probable que les dissensions entre l'approche des questions internationales empreinte d'idéalisme, d'islamophobie, de conspirationnisme anti-islam et de racisme telle que promue par les éminences grises et idéologues de la Maison Blanche Stephen Bannon et Myke Flynn et l'approche du secrétaire d'État Rex Tillerson et du secrétaire d'État à la Défense James Mattis, internationalistes pragmatiques, s'aplaniront sous le poids de l'orthodoxie interventionniste *a priori* nettement plus favorable au second tandem. Les deux conseillers susmentionnés, malgré des profils et des parcours très différents, ont en commun d'être convaincus par l'idée d'un inexorable affrontement historico-cosmique entre l'Occident judéo-chrétien et l'islam et s'accordent sur le bien-fondé d'une alliance de revers, prioritaire, avec les Russes contre cet « ensemble civilisationnel » menaçant le « monde chrétien libre » (et « blanc », de préférence, chez Bannon).

La capacité à s'imposer du général James Mattis – dont la relation avec le général Mike T. Flynn connaît déjà quelques fausses notes (<http://thehill.com/policy/defense/313033-trump-transition-team-clashing-with-mattis-report>) – sera déterminante dans les orientations de l'administration Trump sur les questions de sécurité et de défense. James Mattis, par ailleurs plus gradé que Mike Flynn, pourra compter sur le soutien de l'*establishment* républicain internationaliste et libéral interventionniste car il est l'un des plus dignes représentants et serviteurs de cette orthodoxie (comme l'est le général David Petraeus – voir mon article précédent (<https://stratpolitix.com/2016/12/10/nomination-du-prochain-secrtaire-detat-americain-les-principaux-courants-de-pensee-et-leurs-representants-parmi-les-candidats-favoris/>)) sur laquelle repose le consensus bipartisan et dont les attendus demeure la consolidation de l'OTAN, le maintien de l'antagonisme vis-à-vis de la Russie, le changement de régime (*regime change*) à travers le soutien aux mouvements révolutionnaires dits « démocratiques » en Europe de l'Est et au Moyen-Orient, et la réaffirmation des alliances avec les régimes arabes du Golfe contre l'Iran.

Quant au secrétaire d'État Rex Tillerson, son tempérament et ses idées ne semblent pas, d'après ce qu'il a montré jusqu'à présent, le pousser à remettre en cause les fondamentaux de la politique étrangère américaine. Lors de son audition de nomination le 11 janvier devant la commission des Affaires étrangères du Sénat, ce dernier a probablement dû faire contre mauvaise fortune bon cœur en assurant aux sénateurs suspicieux que « la Russie et les États-Unis ne seront probablement jamais amis » (<https://www.washingtonpost.com/politics/2017/live-updates/trump-white-house/confirmation-hearings-trump-speaks-and-vote-a-rama-analysis-and-updates/tillerson-on-russia-were-not-likely-to-ever-be-friends/>) (une affirmation de toute façon difficilement contestable dans l'état actuel des choses, que son émetteur en soit sincèrement convaincu ou non) car, a-t-il ajouté, les deux « ne partagent pas le même système de valeurs ». Sans surprise, Rex Tillerson a aussi plaidé pour une ligne plus dure envers la Chine et l'Iran. Pragmatique et conciliant, il a néanmoins exprimé le vœu que l'Amérique puisse traiter avec la Russie en la percevant comme un adversaire hostile et un partenaire occasionnel plutôt que comme un ennemi à tout point de vue.

Même si elle bénéficie en principe du réalignement politique, l'administration Trump sera amenée, bon gré mal gré, à renoncer à certaines de

ses prétentions hétérodoxes de départ, comme y fut contrainte l'administration Obama, et à poursuivre sur la voie du compromis sur lequel s'entendent les deux écoles interventionnistes internationalistes de la politique étrangère américaine, l'une d'héritage wilsonien et l'autre néoconservatrice. Il faut, à cet égard, reconnaître au président Obama – qui a été *in fine* un très fidèle défenseur de l'orthodoxie qu'il critiquait dans ses premiers discours – d'avoir cristallisé autour d'une nouvelle synthèse (plus rationnelle, en rien révolutionnaire et restant foncièrement militariste) ces deux visions interventionnistes qui ont en commun de continuer de se croire – le réalisme américain ayant bien entendu ses limites – une destinée mystique qui est de mener l'histoire à sa fin.

Chady Hage-Ali | 13 janvier 2017 (<https://stratpolitix.com/2017/01/13/ladministration-trump-et-lenjeu-de-la-restauration-dune-politique-etrangere-bipartisane/>)

Source: <https://stratpolitix.com/2017/01/13/ladministration-trump-et-lenjeu-de-la-restauration-dune-politique-etrangere-bipartisane/>
(<https://stratpolitix.com/2017/01/13/ladministration-trump-et-lenjeu-de-la-restauration-dune-politique-etrangere-bipartisane/>)